

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du déjeuner avec les forces vives du Gers, Condom, lundi 27 septembre 1982.

Monsieur le maire, je vous remercie de vos paroles d'accueil. Il y a longtemps déjà vous les aviez prononcées pour le visiteur que j'étais il y a plus de quinze ans lorsque j'ai appris à connaître ces lieux, à y tenir des propos publics, mais à un autre -titre, mais mieux encore à approcher les habitants de Condom, de sa région, à apprécier les beautés, les richesses d'un pays qui se dévoile de jour en jour grâce-au talent et à la persévérance de ceux qui cherchent, et puis la vie présente dans sa réalité et sa diversité. Oui nos contemporains, vous mesdames et messieurs qui êtes sans doute un chaînon de la longue suite de l'histoire et qu'elle ait pour charge d'aborder le temps présent avec la volonté de dominer les difficultés qu'il propose.

- Monsieur le maire, vous avez ramassé en quelques mots ce qu'il pouvait y avoir en vous à la fois de sens de l'hospitalité et du désir qui habite normalement l'esprit d'un responsable de m'informer, même si vous l'avez fait volontairement, sans insister sur les situations délicates, ni le cas échéant, sur les inquiétudes et les dangers que doit affronter ce département. A cet égard, c'est pour moi une occasion agréable, et je le crois utile, d'avoir pris part à un repas en-commun qui m'a permis, sinon de rencontrer et encore d'apercevoir, mais cependant de ressentir au travers des propos qui m'ont été tenus ce que l'on appelle les "forces vives". Ces forces vives qui comprennent à la fois bien entendu les élus, les représentants du peuple mais aussi celles et ceux qui à des -titres divers sur le tas, affrontent les problèmes qui viennent du maniement des choses et des relations entre les hommes.

- Vous avez à défendre des intérêts, mesdames et messieurs. Il n'y a pas à considérer qu'il s'agisse là d'une façon de rabaisser nos débats. Vous représentez des intérêts et ces intérêts sont ceux de notre peuple. A vous d'apprécier la façon de le faire, de croire, sans vouloir donner de conseils à personne, que l'ouverture et le dialogue restent la meilleure méthode, mais c'est ce que vous avez vous-même respecté. Et je n'ignore rien ni de la réalité du Gers ni de ses tendances profondes, ni de son tempérament qui n'est pas l'un des plus modérés ou des plus calmes qui soient. Je connais notre Gascogne, la vivacité, l'énergie et l'intelligence aussi qui animent la plupart des responsables de ce pays. Moi, je dois le dire, les contacts pris à Auch puis ici-même à Condom, les bouts de conversations arrachés au temps, peut-être aussi une très ancienne expérience de la façon de vivre ici, me permettent d'apprécier, de juger, de sentir au fond de moi-même mieux que si je n'étais pas venu, simplement parce que je vous ai vu, un peu entendu, ce qu'il convient de faire.\

Vous avez surtout attiré mon attention sur le malheur des temps qui veut qu'au-cours des dernières décennies, disons depuis la première guerre mondiale `1914 - 1918`, avec le tragique apport des fils de ce pays qui étaient vos pères ou vos frères aînés massacrés et détruits, une perte humaine encore non réparée et qui a marqué le déclin de nos campagnes associé à l'évidence avec le rapide développement de ce que l'on appelle, en termes un peu compliqués, la troisième révolution industrielle qui a accéléré la dépopulation. Au point que l'on est en droit de s'inquiéter, je l'ai fait moi-même dans-le-cadre des mandats que j'exerçais, représentant d'un département rural, si l'on n'a pas dépassé le point de non retour. Je ne veux pas y croire. Je ne veux pas y croire parce que ces terres inoccupées, ces champs abandonnés, ces richesses en jachères n'attendent que l'énergie, l'application, l'intelligence des agriculteurs. Mais où sont-ils ces agriculteurs si les enfants ne peuvent rester là où vivaient leurs pères ? Que sont ils devenus

ces agriculteurs si les enfants ne peuvent rester là ou vivaient leurs pères ? Que sont-ils devenus, rejetés parfois sur le pavé des villes, fournissant leur quote-part plus large qu'on imagine au chômage. Oui, c'est vrai, il ne faut pas s'attacher à dire le point de non retour. Simplement, il n'est que temps, et j'ai voulu, conformément au mandat que j'ai reçu, inverser la tendance. En créant des institutions.\

Sans institution, que pourrais-je faire ? et que pourriez-vous faire ? Des institutions : le terme est toujours barbare : décentralisation. Quel dommage qu'on n'en ait pas trouvé d'autre. Je dirais plutôt : une meilleure répartition des responsabilités. Sans quoi rien n'eût été possible. Tout eût été confisqué comme naguère par la capitale du pays qui n'en peut mais, par l'administration centrale ou par les grandes métropoles elles-mêmes menacées le plus souvent. Et à qui s'adresser ? Aux représentants des syndicats, des organisations, aux individus...

- Les agriculteurs se sentaient perdus, se sentent peut-être encore un peu trop perdus dans une collectivité où leur nombre pèse moins, où les disparités de situations s'accroissent, où le pouvoir de décider semblait s'éloigner d'eux. D'où l'obligation pour eux de hausser souvent le ton, parfois même au-delà de ce qu'ils auraient souhaité mais pour être entendu, il faut crier fort. Je souhaite qu'ils ne soient pas plus contraints, pas plus que les autres couches socio-professionnelles de crier plus fort qu'il ne faut. Tel serait le cas si personne ne souhaitait les entendre. Mais la tâche de ce gouvernement, la mienne aussi, de nos représentants dans les départements est de faire, que par contacts avec les élus, avec les dirigeants d'associations, d'organisations syndicales, on puisse toujours entendre, autant que possible comprendre, et enfin décider en connaissance de cause. La décentralisation, mesdames, messieurs, c'est une très grande réforme. Elle est certainement sur-le-plan institutionnel la plus importante qui ait affecté la vie de la République depuis le début du siècle. Sur-le-plan institutionnel j'entends. Du temps des institutions enfin arrachées à la traction toute puissante d'un centre unique.\

D'autres réformes ont eu lieu qui ont modifié la -nature du système qui préside au destin de notre démocratie. Mais ces réformes-là avaient peu touché à la vie quotidienne de chacun et laissé les responsables locaux tout aussi démunis dans leur commune, leur département, leur région, en raison de la complexité des affaires et de la compétence exigée au bénéfice d'une haute fonction publique pleine de mérite et de sérieux qui ne doit pas être constamment à l'aigu de nos contestations. Cependant, si le pouvoir politique, expression de notre peuple, oublie sa propre autorité pour être simplement l'écho de ce qui est dit et pensé par ceux qui n'ont pas la charge de représenter le peuple, mais d'obéir aux volontés du peuple pour exécuter comme ils savent le faire le plus souvent avec maîtrise, alors les conditions ne seraient pas réunies pour le redressement nécessaire. Il se trouve que l'année qui s'achève a été pour l'ensemble de l'agriculture, sauf exception, une bonne année. Oh, quand je dis ces termes-là, je prends de plein fouet la tendance naturelle à protester ! Les bonnes nouvelles en ce domaine sont toujours mal accueillies. Mais il se trouve que pour l'ensemble, ou plutôt pour la moyenne des agriculteurs et des producteurs agricoles, cette année a été favorable à la fois par l'application et la persévérance des pouvoirs publics, mais aussi parce que la nature a été, elle-même le plus favorable, lorsqu'elle n'est pas tombée dans les excès de la sécheresse qui touche ce département-même. Non seulement les excès de la sécheresse, mais les lenteurs de l'administration qui ne les corrige pas assez vite. Il ne faut pas oublier cela. Enfin, tout cela ne se décide pas au niveau des préfectures et des départements.\

Il faut bien se dire que hors quelques productions, notre agriculture doit normalement sortir pour la première fois du terrible marasme dans lequel elle a plongé depuis maintenant 8 ans. Oh, ce n'est pas que le pouvoir d'achat va connaître un bond remarquable. Si l'on en reste là, ce sera bien. Mais il ne faut pas pour autant s'en tenir aux moyennes. C'est ce que je viens de faire semble-t-il. La moyenne recouvre souvent bien des inégalités. C'est parfois que même la statistique est capable a-t-en dit d'une façon superbe ou subtile de mentir, car il reste des couches entières d'agriculteurs qui continuent de souffrir de la dépression dans laquelle ils vivent depuis longtemps. Le devoir du gouvernement est d'y veiller avec une extrême attention. Je pense en-particulier aux producteurs d'oeufs, au commerce soudain enrayé avec la Grande-Bretagne en dépit de notre action menée à Bruxelles `CEE` par l'un des vôtres. Je pense aux

difficultés qu'ont connues les producteurs ovins. Je pense à l'inorganisation dramatique du marché européen pour l'horticulture, pour les fruits et légumes et pour le vin. En dépit de l'esquisse pour la première fois réalisée depuis 1957 d'un certain nombre de règlements pour le vin qui précéderont je l'espère enfin une organisation comparable pour les produits de l'Europe du sud à ce dont bénéficient déjà les produits de l'Europe du nord. Ces problèmes, ils tiennent aussi aux hommes. Il faut qu'un jeune homme, ou qu'une jeune femme, fils d'agriculteur et désirant rester sur la terre, l'exploiter, puisse vivre. Et pour cela, il faut qu'il soit formé.\

Et dès lorsqu'ils `les jeunes agriculteurs` sont formés, il faut qu'ils puissent disposer du moyen de rester, c'est-à-dire de s'équiper et de ne pas être épuisés simplement par l'investissement initial qui consiste à devenir propriétaire du sol. Il faut qu'ils trouvent des relais. Et je dois dire - c'est une des données de ma visite dans ce département - que j'ai eu à me préoccuper récemment de la mise en oeuvre d'une utile réforme, celle du doublement des prêts d'installation pour les jeunes agriculteurs décidé depuis longtemps et qui entre dans les faits un peu au ralenti. - Il faut tenir -compte des difficultés financières, des difficultés budgétaires, mais il faut aussi que jugeant à distance, on sache tirer -profit d'une vue générale sur plusieurs années. Que seront nos budgets s'il n'y a plus dans 10 ans de jeunes agriculteurs prêts à rester travailler à la terre. Information et formation, facilité légitime apportée aux jeunes, soutien à un certain nombre de produits, j'aurai l'occasion d'en parler dès cette après-midi lors de la visite que je ferai à Montauban. On peut dire qu'au travers de l'année qui vient de s'écouler, on ne s'est pas contenté de parer au plus pressé, on a prévu en temps utile. Il est difficile de toujours prévoir ce qui se passe du côté de la météorologie, la bourrasque du lendemain. Je suis arrivé ce matin, par exemple, avec la recommandation d'avoir à veiller sur mon emploi du temps parce qu'il était vraisemblable qu'en-raison de la tempête qui arrive de l'ouest, l'hélicoptère où je circule ne pourrait pas s'élever dans le ciel. Voyez que l'on ne peut pas tout prévoir. Heureusement. Car si j'écoutais ceux qui prévoient dès qu'il s'agit de politique ou d'économie, mais qu'est ce que je n'entendrais pas !\

En vérité, notre agriculture se développe dans-le-cadre du Marché commun agricole, et vous le savez une large part des décisions qui affectent la vie des agriculteurs se prend à Bruxelles `CEE` et non pas à Paris. Il ne faut pas conclure pour autant que Paris est dépossédé de ses moyens d'action car, à Bruxelles, on décide aussi pour une large part ce qui est prévu et décidé à Paris. La France existe dans le Marché commun. Et je dois le dire parce qu'elle existe et qu'elle se fait entendre. J'aurai l'occasion, dans un bref délai, d'expliquer les dangers qui nous menacent si l'on ne réforme pas les conditions d'existence de la politique agricole commune, si l'on se laisse aller à répondre aux sollicitations de tel ou tel pays qui ont pourtant bâti leur agriculture sur la Marché commun. Je pense à l'Allemagne `RFA`, qui est peut-être venue à reculons et qui comme la Grande-Bretagne pense désormais réussir à sauvegarder leurs capacités de productions en obtenant de la France en-particulier des -concours `montants compensatoires monétaires` que personnellement je trouve excessifs. Ils l'étaient dès 1980. Ils le sont restés même s'ils ont été déjà très diminués en 1982. Cela doit cesser dans les années qui viennent. Ce que je dis là sera entendu au-delà de cette salle et au-delà des frontières de la France par ceux qui doivent m'entendre.\

Nous sommes sincèrement européens dans le bon sens du terme. Mais aussi bien sur-le-plan de l'agriculture que sur-le-plan de l'industrie, nous entendons défendre le bon sens ou la règle commune. Il faut avoir la chance de produire au-dessus de je ne sais quelle limite vers le nord de l'Europe parce que l'ancienneté est de ce côté-là. Et l'on pourrait décider par exemple l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun sans avoir pris la résolution pour le moins d'organiser à l'intérieur de la Communauté `CEE` déjà existante le droit de vivre des producteurs et agriculteurs des régions dont je parle. Mais c'est un travail de longue haleine. Il n'es pas limité à l'agriculture. Je parlerai ce soir et demain de l'extraordinaire carence de cette Europe qui oublie son destin pour s'abandonner aux facilités quotidiennes, pour céder à des -rapports de force aujourd'hui défavorables à cette vieille Europe.\

Quand j'entends dire que les plus puissantes industries américaines de télécommunications vont

demain s'emparer `projet d'accord` de la plus puissante entreprise de télécommunications débouchant sur l'électronique d'Europe au travers des accords ATT et de Philips. J'ai dit qu'il ne serait pas tolérable que l'Europe acceptât d'être ainsi vidée de substances et que si cela devait continuer, cela poserait des problèmes qui ne pourraient être résolus que par le retour détestable aux protections particulières `protectionnisme`. La France est une France ouverte qui accepte et désire la vraie compétition, qui s'organise pour cela, la France qui, en dépit de contestations regrettables à l'intérieur même de chez nous, adopte trop souvent un ton chagrin comme si notre structure industrielle n'était pas depuis longtemps frappée d'un tragique déclin. Il nous faut tout faire à la fois. Il nous faut sauver le Marché commun agricole. Il nous faut cesser d'être pillé par nos voisins. Il nous faut cesser de livrer notre commerce intérieur à la seule emprise des productions extérieures mais non par des mesures administratives de protection, par une meilleure production et par une chance supérieure donnée aux producteurs quels qu'ils soient : chefs d'entreprise, agriculteurs, travailleurs et employés des entreprises qui sont tout aussi intéressés et que les chefs d'entreprises à la réussite de leur compétition, je veux dire à leur chance de l'emporter sur le marché international. 35 % du marché intérieur est aujourd'hui occupé par des marchandises étrangères. Et simplement au-cours de ces dernières années, c'est-à-dire au-cours de ces six ou sept dernières années c'est allé crescendo. C'est-à-dire que partis de 22 ou 23 %, 35 % en 1981, il nous faut redresser la situation de la France dans le pire de la crise internationale. Il faut le faire, nous le ferons parce que nous y croyons, parce que nous le voulons, parce que nous savons que le peuple français est capable de nous entendre délaissant les disputes inutiles, capable de comprendre qu'ensemble les Français seront en mesure après avoir repris leurs affaires en main comme je le leur demande, capables aussi bien face au Japon, qu'aux Etats-Unis d'Amérique, qu'à l'Allemagne `RFA` ou sur-le-plan industriel en face des grands pays de production agricole, capable de se retrouver d'ici peu parmi les nations les plus fortes du monde.\

Vous me direz j'exagère. Nous savons bien que nous ne sommes que 54 millions et quelques de Français face aux grands empires démographiques qui naissent, face aux super-puissances. Oh, c'est vrai et cette oeuvre-là elle dépassera notre propre génération, mais j'en reste obsédé et c'est pourquoi je pense qu'une authentique politique familiale reste l'un des objectifs fondamentaux de toute politique d'avenir. La France ne résistera pas à cette pression extérieure, comment dirais-je, à cette sorte de pression atmosphérique qu'appelle le vide à côté des concentrations humaines fortes, si elle-même ne donne pas à ses familles la chance qui leur manque.

- Mais on en revient toujours au même point. Comment faire si notre territoire se trouve déséquilibré au point que quelques centres se développent puissamment tandis que la plupart des autres peut s'appauvrir et se désertifier ? J'en parlerai au-cours de ce voyage. J'en traiterai bien au-delà.\

Les messages que je voudrais laisser à Condom et aux Français et aux Françaises qui m'y reçoivent, c'est celui d'une énergie à revendre. En tout cas à communiquer partout. Il nous faut bâtir une société industrielle du temps présent, il nous faut préserver et accroître les chances d'une agriculture qui non seulement par ses productions naturelles mais aussi par leur transformation ou leur utilisation dans le cas des industries agro-alimentaires est capable de supporter et de dominer toutes les concurrences. Il nous faut préserver le tissu de ceux qui ici et là entreprennent, inventent, créent, d'où l'inquiétude des chefs d'entreprise qui se sont sentis tout de suite mal à l'aise avec ce qu'ils appelaient le pouvoir socialiste, bien qu'il s'agisse de bien d'autres choses, simplement d'une volonté populaire exprimée de voir plus d'égalités et des transformations modernes s'opérer dans ce pays jusqu'alors vieilli. Ils peuvent aussi retrouver la confiance qui leur manque. Non seulement nous ne sommes pas leurs adversaires mais nous savons depuis le premier jour que notre devoir est de faire que l'ensemble des couches socio-professionnelles qui participent à la production s'harmonisent.

- Si nous vous avons voulu des droits nouveaux aux travailleurs c'est parce qu'il faut que les travailleurs ne se sentent pas étrangers à leur propre entreprise. Si nous avons voulu aider par priorité les salaires les moins élevés, c'est parce qu'il ne faut pas que les travailleurs vivent plus qu'il ne peuvent et même pas du tout au bout du compte dans la pauvreté. C'est parce que

qu'il ne convient et même pas du tout au bout du -compte dans la pauvreté. C'est parce que chacun doit comprendre que c'est l'instrument de tout. Je dirai comment je vois les choses, quelle voie je -compte prendre. Je le répète dans un pays comme celui-ci où les productions - on m'en a parlé à Auch, c'est pourquoi je n'ai insisté à Condom sur l'armagnac, le foie gras, sur les élevages d'hiver, les céréales, - faute que, dans le Gers, on dit "nous sommes le premier département agricole", tout en ajoutant "nous sommes le premier département agricole parce que le reste nous manque". Eh bien je vous le dis : le Président de la République est et sera à vos côtés. Il est votre défenseur naturel et il est votre ami, soyez-en sûr. Je ne vous demande pas quelle est la -nature de votre choix politique, je ne vous demande pas ce que sont vos conceptions philosophiques ou religieuses, je me contente d'observer qu'ici sont des Français, que ni les uns ni les autres n'apprécient trop d'excès qui divisent, que tous aspirent, au-delà de leurs différences, à se rassembler tant sont dures les contraintes du monde extérieur et tant il est bon, je viens d'en faire l'expérience mesdames et messieurs, tant il est bon de se retrouver tous ensemble chez soi. Merci.\